

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204570]

18 AVRIL 2013. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 19 juillet 2006, il est ajouté un 13^o rédigé comme suit :

« 13^o ceux qui sont unis par les liens du mariage ou de la cohabitation légale avec le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier du centre. ».

Art. 3. L'article 41 de la même loi, remplacé par le décret du 30 avril 2009, est remplacé comme suit :

« Chaque centre public d'action sociale a un directeur général et un directeur financier.

Le statut administratif du directeur général et du directeur financier du centre public d'action sociale est fixé par un règlement établi par le conseil de l'action sociale dans les limites des dispositions générales fixées par le Gouvernement wallon.

Les emplois de directeur général et de directeur financier sont accessibles par recrutement, promotion et mobilité.

Il est pourvu à l'emploi dans les six mois de la vacance.

La nomination définitive a lieu à l'issue du stage.

Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le bureau permanent procède à l'évaluation du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier. ».

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 41bis, rédigé comme suit :

« Art. 41bis. Le contrat d'objectifs contient la description des missions légales du directeur général et qui ressortent du programme de politique générale ainsi que tout autre objectif quantifiable et réalisable relevant de ses missions.

Il décrit la stratégie de l'organisation de l'administration au cours de la législature pour réaliser les missions et atteindre les objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, et les décline en initiatives et projets concrets. Il contient une synthèse des moyens humains et financiers disponibles ou nécessaires à sa mise en œuvre.

Le contrat d'objectifs est rédigé par le directeur général sur base et dans les six mois de la réception de la lettre de mission que lui aura remise le bureau permanent. Cette lettre de mission comporte au moins les éléments suivants :

1^o la description de fonction et le profil de compétence de l'emploi de directeur général;

2^o les objectifs à atteindre pour les diverses missions, notamment sur base du programme de politique générale;

3^o les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;

4^o l'ensemble des missions qui lui sont conférées par la présente loi et notamment sa mission de conseil et de disponibilité à l'égard de l'ensemble des membres du conseil de l'action sociale.

Une concertation a lieu entre le directeur général et le bureau permanent sur les moyens nécessaires à la réalisation du contrat d'objectifs. Le directeur financier y est associé pour les matières dont il a la charge. En cas d'absence d'accord du directeur général sur les moyens, l'avis de ce dernier est annexé au contrat d'objectifs tel qu'approuvé par le bureau permanent.

L'actualisation du contrat d'objectifs est annuelle. Sur demande expresse du directeur général, le contrat d'objectifs peut être adapté par le bureau permanent en cours d'année. Le contrat d'objectifs est communiqué au conseil, de même que ses actualisations et éventuelles adaptations.

La lettre de mission est annexée au contrat d'objectifs. ».

Art. 5. Dans la même loi il est ajouté un article 41ter rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Dans les centres publics d'action sociale dont la commune compte plus de 10 000 habitants, le conseil de l'action sociale peut adjoindre au directeur général un fonctionnaire, auquel il sera donné le titre de directeur général adjoint.

Le directeur général adjoint aide le directeur général dans l'exercice de ses fonctions.

Il accomplit d'office toutes les fonctions du directeur général si celui-ci est absent.

Le traitement du directeur général adjoint est fixé par le conseil de l'action sociale.

Ce traitement reste inférieur à celui qui est fixé pour le directeur général du centre.

§ 2. Le directeur financier d'un centre public d'action sociale d'une commune de 20 000 habitants ou moins peut être nommé directeur financier de cette commune; il ne peut être nommé directeur financier d'une autre commune.

Les prestations totales ne pourront en aucun cas porter le volume global de toutes les activités cumulées à plus de 1,25 fois la durée de travail de l'emploi à temps plein.

Le conseil de l'action sociale et le conseil communal déterminent de commun accord la répartition du temps de travail du directeur financier au profit des deux institutions, dans le respect de la limite maximale de 1,25 fois visée à l'alinéa 2. La charge salariale incombant respectivement au centre public d'action sociale et à la commune est proportionnelle au temps de travail presté au profit de chacune des deux institutions.

Le directeur financier d'un centre public d'action sociale d'une commune de 20 000 habitants ou moins, s'il n'est pas nommé directeur financier de cette commune par application de l'alinéa 1^{er} ou de l'article L 1124-21, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, peut être nommé directeur financier du centre public d'action sociale d'une autre commune. Dans ce cas, son temps de travail est réparti entre les deux centres publics d'action sociale à raison d'un mi-temps au sein de chaque centre, sur base de modalités à déterminer conventionnellement par les conseils de l'action sociale concernés. ».

Art. 6. Dans la même loi, l'article 42 dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er} est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. Le bureau permanent établit l'organigramme des services du centre public d'action sociale.

L'organigramme représente la structure d'organisation des services du centre public d'action sociale, indique les rapports hiérarchiques et identifie les fonctions qui impliquent l'appartenance au comité de direction.

§ 3. Un comité de direction est instauré au sein de chaque centre public d'action sociale. Il est composé du directeur général, du directeur général adjoint, du directeur financier et des membres du personnel que le directeur général choisit parmi ceux qui remplissent des fonctions reliées à la qualité de responsable de service par l'organigramme visé au paragraphe 2.

À l'exception de la réunion de concertation prévue à l'alinéa 4 du présent paragraphe, pour les centres publics d'action sociale d'une commune dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 10 000, la mise en place d'un comité de direction est facultative.

Outre les attributions confiées par décision du bureau permanent, le comité de direction connaît de toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Les avant-projets du budget, modifications budgétaires et notes explicatives y relatives sont concertés en comité de direction.

Les comités de direction de la commune et du centre public d'action sociale tiennent des réunions conjointes au moins deux fois par an. ».

Art. 7. L'article 43 de la même loi, alinéa 3, est remplacé par le texte qui suit :

« Dans les centres publics d'action sociale où l'exercice de la fonction de directeur financier ne requiert pas une activité à temps plein, cette fonction est confiée à un receveur régional ou à un directeur financier à temps partiel, sans préjudice de l'application de l'article L 1124-21, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 41ter, § 2, alinéa 4.

Le Gouvernement arrête les conditions et modalités suivant lesquelles cette fonction est confiée. ».

Art. 8. L'article 45, § 1^{er}, de la même loi, est remplacé par le texte qui suit :

« § 1^{er}. Le directeur général assiste sans voix délibérative aux séances du conseil de l'action sociale et du bureau permanent. Il en rédige les procès-verbaux et assure la transcription de ceux-ci. Les procès-verbaux transcrits sont signés, dans le mois qui suit leur adoption par le conseil de l'action sociale, par le président et le directeur général.

Il peut assister aux séances des comités spéciaux.

Le directeur général donne des conseils juridiques et administratifs au conseil de l'action sociale et au bureau permanent. Le directeur général rappelle les règles de droit applicables, mentionne les éléments de fait dont il a connaissance et veille à ce que les mentions prescrites par la loi figurent dans les décisions.

Ces avis et conseils sont annexés, selon le cas, à la décision du bureau permanent ou du conseil de l'action sociale et transmis au directeur financier. ».

Sous le contrôle du président du conseil de l'action sociale, le directeur général instruit les affaires, dirige l'administration et est le chef du personnel. Dans ce cadre, il arrête le projet d'évaluation de chaque membre du personnel et le transmet à l'intéressé et au bureau permanent.

Il met en œuvre et évalue la politique de gestion des ressources humaines.

Il a la garde des archives.

§ 2. Le président et le directeur général signent les mandats ordonnancés et les états de recouvrement.

Le directeur général peut à tout moment prendre connaissance des éléments comptabilisés. Le directeur financier communique au directeur général une copie de tout document qu'il transmet au conseil de l'action sociale, au bureau permanent ou à un comité spécial.

§ 3. Le directeur général peut, sur rapport motivé du supérieur hiérarchique, infliger aux membres du personnel sousvisé les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande.

Le directeur général notifie sa décision au bureau permanent qui dispose d'un délai de 15 jours pour l'évoquer. Passé ce délai, la décision du directeur général est notifiée à l'agent selon le prescrit de l'article L1215-18 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le bureau permanent notifie sans tarder, par recommandé, la décision à l'agent concerné.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au directeur général adjoint et au directeur financier. ».

L'article 45, § 2, de la même loi, est remplacé par le texte qui suit :

« § 4. Le bureau permanent désigne un directeur général faisant fonction en cas d'absence du directeur général ou de vacance de l'emploi pour une durée maximale de trois mois, renouvelable.

Pour une période ininterrompue n'excédant pas trente jours, le bureau permanent peut déléguer au directeur général la désignation de l'agent appelé à le remplacer.

Le directeur général faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire.

Le directeur général ou son délégué, de niveau supérieur à celui de l'agent recruté ou engagé, participe avec voix délibérative au jury d'examen constitué lors du recrutement ou de l'engagement des membres du personnel.

Le directeur général assure la présidence du comité de direction tel que visé à l'article 42, § 3.

Le directeur général est chargé de la mise sur pied et du suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services du centre public d'action sociale.

Le système de contrôle interne est un ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne :

1° la réalisation des objectifs;

2° le respect de la législation en vigueur et des procédures;

3° la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion.

Le cadre général du système de contrôle interne est soumis à l'approbation du conseil de l'action sociale.

Après concertation avec le comité de direction tel que visé à l'article 42, § 3, le directeur général est chargé de la rédaction du projet :

1° de l'organigramme;

2° du cadre organique;

3° des statuts du personnel. ».

Art. 9. L'article 46 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sous l'autorité du bureau permanent, le directeur financier tient la comptabilité du centre et l'établissement des comptes annuels. Il remplit la fonction de conseiller financier et budgétaire du centre.

§ 2. Le directeur financier est chargé :

1° d'effectuer les recettes du centre.

En vue du recouvrement des créances certaines et exigibles, le directeur financier peut envoyer une contrainte visée et rendue exécutoire par le conseil de l'action sociale. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le conseil de l'action sociale que si la dette est exigible, liquide et certaine. Le débiteur doit en outre être préalablement mis en demeure par courrier recommandé. Le centre public d'action sociale peut imputer des frais administratifs pour ce courrier recommandé. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent être recouverts par la contrainte. Les dettes des personnes de droit public ne peuvent jamais être recouvrées par contrainte. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation;

2° d'acquitter sur mandats les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence, soit :

a) du montant spécial de chaque article du budget;

b) des crédits provisoires;

c) des crédits transférés en vertu de l'article 91, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2;

d) d'un crédit alloué conformément à l'article 88, § 2;

3° de faire tous actes interruptifs de la prescription et des déchéances;

4° de faire procéder à toutes saisies, de requérir, au bureau des hypothèques, l'inscription, la réinscription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles;

5° d'avertir les membres du conseil de l'action sociale de l'échéance des baux, des retards de paiement et de toute atteinte portée aux droits du centre public d'action sociale;

6° de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé, sur tout projet de décision du conseil de l'action sociale, du bureau permanent, du président ou de l'organe qui a reçu éventuellement délégation du conseil ayant une incidence financière ou budgétaire égale ou supérieure à 22 000 euros, à l'exception des décisions relatives à l'octroi de l'aide sociale ou visées à l'article 56, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles;

7° de remettre, en toute indépendance et d'initiative, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil de l'action sociale et du bureau permanent ayant une incidence financière ou budgétaire inférieure à 22 000 euros, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles.

Le délai de dix jours visé au 6° peut être prorogé d'une durée égale à ce délai par décision de l'auteur de l'acte. En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours.

À défaut, il est passé outre l'avis. Cet avis fait partie intégrante du dossier soumis à la tutelle.

8° dans le cadre du système de contrôle interne, il est chargé :

1° de l'utilisation efficace et économique des ressources;

2° de la protection des actifs;

3° de fournir au directeur général, des informations financières fiables.

§ 3. Le directeur financier donne, en toute indépendance, un avis de légalité écrit et motivé sur demande du conseil de l'action sociale, du bureau permanent, du président, de l'organe qui a reçu éventuellement délégation du conseil ou du directeur général, sur toute question ayant une incidence financière. À défaut, il est passé outre l'avis.

Il peut rendre d'initiative, au bureau permanent, au président ou à l'organe qui a reçu éventuellement délégation du conseil, son avis de légalité écrit et motivé ou ses suggestions sur toute question ayant une incidence financière au niveau du centre.

§ 4. Le directeur financier peut être entendu par le conseil de l'action sociale, le bureau permanent, le président ou l'organe qui a reçu éventuellement délégation du conseil, sur ses avis ou suggestions.

§ 5. Le directeur financier fait rapport en toute indépendance au conseil de l'action sociale au moins une fois par an sur l'exécution de sa mission de remise d'avis. Le rapport contient aussi, et notamment, un état actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie, une évaluation de l'évolution passée et future des budgets, une synthèse des différents avis qu'il a rendus à la demande ou d'initiative. Il peut émettre dans ce rapport toutes les suggestions qu'il estime utiles.

Il adresse copie de son rapport simultanément au bureau permanent et au directeur général.

§ 6. En cas d'absence justifiée, le directeur financier peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner pour une période de trente jours au plus un remplaçant agréé par le conseil de l'action sociale ou le bureau permanent. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

Dans les autres cas, le conseil de l'action sociale peut désigner un directeur financier faisant fonction pour une durée maximale de trois mois, renouvelable.

Il y est tenu lorsque l'absence excède un terme de trois mois.

Les dispositions relatives à la prestation de serment lui sont applicables.

Le directeur financier faisant fonction exerce toutes les attributions dévolues au directeur financier. Le directeur financier faisant fonction bénéficie du traitement du titulaire.

Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du président.

§ 7. La responsabilité du directeur financier ne s'étend pas aux recettes que le conseil de l'action sociale juge nécessaire de faire effectuer par des agents spéciaux; ces agents sont responsables des recettes dont le recouvrement leur est confié; ils sont, pour ce qui concerne le recouvrement de ces recettes, soumis aux mêmes obligations que le directeur financier.

Les agents spéciaux sont soumis aux mêmes règles que les directeurs financiers pour ce qui concerne le serment, le remplacement, l'établissement du compte de fin de gestion et les recours ouverts auprès du collège provincial ou du conseil provincial.

Ils ne peuvent effectuer aucune opération de dépense sur les comptes qu'ils gèrent.

Les recettes réalisées sont versées au moins tous les quinze jours, au directeur financier, le dernier versement de l'exercice étant effectué le dernier jour ouvrable du mois de décembre.

Lors de chaque versement, l'agent spécial transmet au directeur financier la liste détaillée des imputations budgétaires, des montants versés et des redevables correspondants.

Les comptes de l'agent spécial, accompagnés des pièces justificatives, sont soumis à la vérification et au visa du conseil de l'action sociale.

Ils sont ensuite transmis au directeur financier avec toutes les pièces justificatives pour être annexés au compte budgétaire.

L'article 93 est, *mutatis mutandis*, applicable à l'agent spécial.

Le conseil de l'action sociale peut charger, au titre de fonction accessoire, certains agents du centre public d'action sociale de l'engagement et du paiement de menues dépenses et de la perception de recettes en espèces, au moment où le droit à la recette est établi.

Les menues dépenses s'effectuent sur base d'une provision dont le Gouvernement détermine les modalités de constitution et d'utilisation.

Les agents visés à l'alinéa 9 ne sont pas astreints aux obligations imposées aux agents spéciaux visés à l'alinéa 1^{er}.

Ils versent au directeur financier au moins tous les quinze jours, le montant intégral de leurs perceptions, selon les directives qu'il leur donne et en les justifiant par un état de recouvrement détaillé par article budgétaire.

§ 8. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le directeur financier ou l'agent spécial visé au paragraphe 7 cesse définitivement d'exercer ses fonctions, ou lorsque le directeur financier faisant fonction visé au paragraphe 6 cesse ses fonctions.

Le compte de fin de gestion, accompagné s'il y a lieu des observations du titulaire ou de celles de ses ayants droit s'il est décédé, est soumis au conseil de l'action sociale qui l'arrête, et déclare le comptable quitte ou fixe un débet.

La décision par laquelle le compte de fin de gestion est définitivement arrêté, est notifiée par recommandé au comptable, ou en cas de décès à ses ayants droit, par les soins du conseil de l'action sociale, accompagnée, s'il y a lieu, d'une invitation à solder le débet.

§ 9. L'article 93, § 4, est applicable lorsque le comptable est invité à solder le débet.

§ 10. Toutes les dispositions du présent article sont applicables, *mutatis mutandis*, et sauf mention contraire, au receveur régional. ».

Art. 10. L'article 49 de la même loi est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier ne peuvent cumuler des activités professionnelles. Par activité professionnelle, il faut entendre, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus de 1992, à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat et des revenus issus des mandats tels que visés à l'article L5111-1.

Le conseil de l'action sociale peut autoriser le cumul sur demande écrite et préalable du directeur général, du directeur général adjoint ou du directeur financier, pour une durée renouvelable de trois ans, dans les conditions suivantes :

1^o le cumul n'est pas de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;

2^o le cumul n'est pas contraire à la dignité de celle-ci;

3^o le cumul n'est pas de nature à compromettre l'indépendance du directeur général des services, du directeur général adjoint ou du directeur financier, ou créer une confusion avec sa qualité de directeur général, de directeur général adjoint ou de directeur financier.

L'autorisation est révoquée si l'une des conditions d'octroi n'est plus remplie. Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 5, le cumul d'activités professionnelles inhérentes ou ayant trait à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit. Est inhérente à l'exercice de la fonction toute charge inhérente :

- en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;

- à la fonction exercée par le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier;

- à laquelle le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier est désigné d'office par le conseil de l'action sociale. ».

Art. 11. L'article 52 de la même loi est remplacé par le texte qui suit :

« Les articles L1215-1 à L1215-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sont applicables aux membres du personnel visés à l'article 51, sous cette réserve que les mots « commune, conseil communal, collège communal, bourgmestre et directeur général », figurant dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, se lisent respectivement comme « centre public d'action sociale, conseil de l'action sociale, bureau permanent, président et directeur général du centre. ».

Art. 12. L'article 54^{ter} de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Une chambre de recours régionale compétente pour connaître des recours à l'encontre des décisions de démission d'office et de licenciement pour inaptitude professionnelle et des recours introduits par les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints et les directeurs financiers à l'encontre des décisions prises à leur égard dans le cadre de leur évaluation, est constituée.

Les articles L1218-1 à L1218-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont d'application.

§ 2. En cas de licenciement pour inaptitude professionnelle du directeur général, du directeur général adjoint ou du directeur financier, à l'exception des agents promus visés par l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des emplois susvisés, le conseil de l'action sociale leur octroie une indemnité correspondant à minimum trois mois de traitement par tranche de cinq années de travail entamée. ».

Art. 13. L'article 92 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Article 92. En cas de refus ou de retard d'ordonner le montant des dépenses que la loi ou une décision judiciaire exécutoire met à la charge des centres publics d'action sociale, le gouverneur, après avoir entendu le conseil de l'action sociale, en ordonne le paiement, et le montant y relatif vaut inscription d'office du crédit au budget de l'exercice en cours. Sa décision tient lieu de mandat; le directeur financier du centre public d'action sociale ou le trésorier de l'hôpital en acquitte le montant. ».

Art. 14. L'article 93 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale ou ceux de ses membres qu'il désigne à cette fin vérifie l'encaisse du directeur financier au moins une fois par trimestre et établit un procès-verbal de vérification qui mentionne ses observations et celles formulées par le directeur financier; il est signé par le directeur financier et les membres du conseil de l'action sociale qui ont procédé à la vérification.

Le procès-verbal, conforme au modèle arrêté par le Gouvernement, est communiqué au conseil de l'action sociale et au collège communal.

Lorsque le directeur financier a la charge de plusieurs encaisses publiques, celles-ci sont vérifiées simultanément.

§ 2. Le directeur financier signale immédiatement au conseil de l'action sociale tout déficit résultant d'un vol ou d'une perte.

Il est aussitôt procédé à la vérification de l'encaisse, conformément au paragraphe 1^{er}, en vue de déterminer le montant du déficit.

Le procès-verbal de la vérification est complété par l'exposé des circonstances et des mesures de conservation prises par le directeur financier.

§ 3. Lorsque la vérification de l'encaisse fait apparaître un déficit à la suite d'un vol ou d'une perte, le conseil de l'action sociale invite le directeur financier, par recommandé, à verser une somme équivalente dans la caisse du centre. Cette invitation est précédée par une décision du conseil de l'action sociale établissant si et dans quelle mesure le directeur financier doit être tenu pour responsable du vol ou de la perte, et fixant le montant du déficit en résultant qu'il appartient de solder; une expédition de cette décision est annexée à l'invitation qui lui est faite de payer.

§ 4. Dans les soixante jours à dater de la notification de cette invitation, le directeur financier peut saisir le Gouvernement d'un recours. Ce recours est suspensif de l'exécution.

Le Gouvernement statue en tant que juridiction administrative sur la responsabilité incombant au directeur financier et fixe le montant du déficit qui doit en conséquence être mis à sa charge.

La décision du Gouvernement est exécutée après l'expiration du délai visé à l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État; une fois le délai expiré, ou en l'absence de recours, la décision est exécutée sur les biens personnels du directeur financier s'il ne s'est pas exécuté volontairement. Lorsque le directeur financier n'introduit pas de recours auprès du Gouvernement et s'abstient, à l'expiration du délai imparti pour ce faire, de satisfaire à l'invitation de payer qui lui est adressée, il est procédé de la même manière à l'exécution par voie de contrainte.

§ 5. Toutes les dispositions du présent article sont applicables, mutatis mutandis, et sauf mention contraire, au receveur régional. ».

Art. 15. Dans l'article 94, § 3, alinéa 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 17^e tiret est remplacé par ce qui suit :

« - la désignation d'un directeur financier spécial pour l'hôpital. »;

2^o le 18^e tiret est abrogé.

Art. 16. L'article 94, § 5, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Sauf désignation par le conseil de l'action sociale d'un directeur financier spécial, la fonction de trésorier de l'hôpital est exercée par le directeur financier du centre public d'action sociale.

Les recettes et les dépenses de l'hôpital sont effectuées par le trésorier qui doit reddition des comptes au comité de gestion de l'hôpital.

En ce qui concerne les activités à l'hôpital, le trésorier est soumis, dans le respect des dispositions légales relatives à sa responsabilité, à l'autorité du comité de gestion.

Les dispositions applicables au directeur financier en ce qui concerne le remplacement en cas d'absence, le compte de fin de gestion et le déficit de caisse ainsi que les articles 92 et 115 sont applicables au trésorier.

La comptabilité de l'hôpital est tenue par un comptable spécialement désigné à cette fin. Il se conforme aux instructions données par le directeur. ».

Art. 17. Aux articles 11, 17, 26 et 52 de la même loi, les mots « secrétaire communal » sont à chaque fois remplacés par les mots « directeur général de la commune ».

Art. 18. Aux articles 26, 28, 34, 42, 44, 47, 79, 84, 87bis, 88 et 94 de la même loi, les mots « secrétaire du centre public d'action sociale » sont à chaque fois remplacés par les mots « directeur général du centre public d'action sociale ».

Art. 19. Aux articles 43 et 46 de la même loi, les mots « receveur de la commune » sont à chaque fois remplacés par les mots « directeur financier de la commune ».

Art. 20. Aux articles 42, 43, 44, 79, 88, 94, et 115 de la même loi, les mots « receveur du centre public d'action sociale » sont à chaque fois remplacés par les mots « directeur financier du centre public d'action sociale ».

Art. 21. Dès l'entrée en vigueur du présent décret et en l'absence de litige, les directeurs financiers obtiennent de plein droit la levée des garanties et ou le remboursement des cautionnements déposés auprès des organismes concernés.

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur lors du renouvellement des conseils de l'action sociale qui interviendra après les élections locales de 2018.

Par dérogation à l'article 2 du présent décret, l'incompatibilité prévue à l'article 9, 13^o, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ne sera pas d'application pour les membres des conseils de l'action sociale élus ou désignés préalablement à l'entrée en vigueur de l'alinéa précédent et continuant à siéger sans interruption dans cet organe après cette date.

Art. 23. Les secrétaires de CPAS et les receveurs de CPAS en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret, portent respectivement le titre de directeur général et de directeur financier.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 avril 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 745 (2012-2013) N^{os} 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 avril 2013.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204570]

18 APRIL 2013. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt aangevuld met een punt 13^o, luidend als volgt :

« 13^o personen die gehuwd zijn of wettelijk samenwonen met de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur van het centrum. ».

Art. 3. Artikel 41 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen als volgt :

« Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn heeft een directeur-generaal en een financieel directeur.

Het administratief statuut van de directeur-generaal en de financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ligt vast in een reglement dat door de raad voor maatschappelijk welzijn opgemaakt wordt met inachtneming van de algemene bepalingen waarin de Waalse Regering voorziet.

De betrekkingen van directeur-generaal en financieel directeur zijn toegankelijk door werving, bevordering en mobiliteit.

Er wordt in de betrekking voorzien binnen zes maanden na de vacantverklaring.

De definitieve benoeming vindt plaats na afloop van de stage.

Het vast bureau gaat over tot de evaluatie van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin de Regering voorziet. ».

Art. 4. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 41bis, luidend als volgt :

« Art. 41bis. De doelstellingenovereenkomst bevat de omschrijving van de wettelijke opdrachten van de directeur-generaal waarin voorzien wordt in het algemeen beleidsprogramma, alsook elke andere kwantificeerbare en haalbare doelstelling die deel uitmaakt van zijn opdrachten.

Ze omschrijft de strategie van de organisatie van de administratie in de loop van de legislatuur met het oog op het vervullen van de opdrachten en het halen van de doelstellingen bedoeld in het eerste lid en drukt ze uit in initiatieven en concrete projecten. Ze bevat een overzicht van de menselijke en financiële middelen die beschikbaar of noodzakelijk zijn voor de uitvoering ervan.

De doelstellingenovereenkomst wordt door de directeur-generaal opgemaakt binnen zes maanden na ontvangst en op basis van de opdrachtbrief die het vast bureau hem zal overmaken. Die opdrachtbrief bevat minstens de volgende elementen :

1^o de functiebeschrijving en het vaardigheidsprofiel van de betrekking van directeur-generaal;

2^o de te halen doelstellingen voor de verschillende opdrachten, met name op basis van het algemeen beleidsprogramma;

3^o de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpkrachten;

4° het geheel van de opdrachten die hem bij deze wet toegewezen worden, o.a. zijn advies- en disponibiteitsopdracht jegens het geheel van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De directeur-generaal en het vast bureau plegen overleg over de middelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst. De financieel directeur wordt erbij betrokken voor de aangelegenheden waarmee hij belast wordt. Bij gebrek aan akkoord van de directeur-generaal over de middelen wordt zijn advies gevoegd bij de doelstellingenovereenkomst zoals goedgekeurd door het vast bureau.

De doelstellingenovereenkomst wordt jaarlijks geüpdated. Op uitdrukkelijk verzoek van de directeur-generaal kan de doelstellingenovereenkomst in de loop van het jaar bijgestuurd worden door het vast bureau. De doelstellingenovereenkomst alsook de updatings en eventuele aanpassingen ervan worden aan de raad meegedeeld.

De opdrachtbrief wordt bij de doelstellingenovereenkomst gevoegd. ».

Art. 5. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 41ter, luidend als volgt :

« 41ter. § 1. In de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan de gemeente meer dan 10 000 inwoners telt, kan de raad voor maatschappelijk welzijn de directeur-generaal laten bijstaan door een ambtenaar aan wie de hoedanigheid van adjunct-directeur-generaal wordt verleend.

De adjunct-directeur-generaal helpt de directeur-generaal bij de uitoefening van zijn functies.

Hij vervult ambtshalve alle functies van de directeur-generaal indien hij afwezig is.

De wedde van de adjunct-directeur-generaal wordt bepaald door de raad voor maatschappelijk welzijn.

Die wedde blijft lager dan die van de directeur-generaal van het centrum.

§ 2. De financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 20 000 inwoners of minder kan tot financieel directeur van die gemeente benoemd worden; hij kan niet tot financieel directeur van een andere gemeente benoemd worden.

Het totaal van de dienstverstrekkings mag in geen geval groter zijn dan het globale volume van alle activiteiten gecumuleerd tot meer dan 1,25 maal de werktijd van de voltijdse betrekking.

De raad voor maatschappelijk welzijn en de gemeenteraad bepalen in onderlinge overeenstemming de verdeling van de werktijd van de financieel directeur ten gunste van beide instellingen, met inachtneming van de maximumgrens van 1,25 maal bedoeld in het tweede lid. De weddelast die respectievelijk aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeente toekomt is evenredig aan de werktijd gepresteerd ten gunste van elk van de instellingen.

De financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 20 000 inwoners of minder kan, indien hij niet tot financieel directeur van die gemeente is benoemd overeenkomstig het eerste lid of artikel L 1124-21, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, tot financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente benoemd worden. In dat geval wordt zijn werktijd onder beide openbare centra voor maatschappelijk welzijn verdeeld naar rato van een halftimebaan binnen elk centrum, volgens modaliteiten die bij overeenkomst bepaald moeten worden door de betrokken raden voor maatschappelijk welzijn. ».

Art. In dezelfde wet wordt artikel 42, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met de paragrafen 2 en 3, luidend als volgt :

« § 2. Het vast bureau maakt het organigram van de diensten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn op.

Het organigram is de organisatiestructuur van de diensten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Het bevat de hiërarchische betrekkingen en identificeert de functies die deelname aan het directiecomité inhouden.

§ 3. Binnen elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt een directiecomité ingesteld. Het is samengesteld uit de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal, de financieel directeur en personeelsleden die de directeur-generaal kiest onder degenen die functies als dienstverantwoordelijke vervullen, zoals bepaald bij het organigram bedoeld in paragraaf 2.

Behalve de overlegvergadering bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf, is het instellen van een directiecomité facultatief voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 10 000 inwoners of minder.

Behalve de bevoegdheden toegewezen bij beslissing van het vast bureau, heeft het directiecomité kennis van alle vragen i.v.m. de organisatie en de werking van de diensten.

De voorontwerpen van begroting, begrotingswijzigingen en desbetreffende verklarende nota's zijn het voorwerp van overleg binnen het directiecomité.

De directiecomités van de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vergaderen minstens twee keer per jaar samen. ».

Art. 7. Artikel 43, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« In de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waar het ambt van financieel directeur geen voltijdse activiteit vergt, wordt dat ambt aan een gewestelijke ontvanger of aan een deeltijdse financieel directeur toegewezen, onverminderd de toepassing van artikel L 1124-21, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van artikel 41ter, § 2, vierde lid.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder en de wijze waarop dat ambt wordt toegewezen. ».

Art. 8. Artikel 45, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door volgende tekst :

« § 1. De directeur-generaal woont de zittingen van de raad voor maatschappelijk welzijn en van het vast bureau zonder stemrecht bij. Hij notuleert ze en zorgt voor het overschrijven ervan. De overgeschreven notulen worden door de voorzitter en de directeur-generaal ondertekend binnen de maand na hun aanneming door de raad voor maatschappelijk welzijn.

Hij mag de zittingen van de bijzondere comités bijwonen.

De directeur-generaal brengt juridische en administratieve adviezen uit aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan het vast bureau. De directeur-generaal wijst op de toepasselijke rechtsregels, maakt gewag van de feitelijke elementen waarvan hij kennis heeft en zorgt ervoor dat de aanmerkingen waarin de wet voorziet in de beslissingen opgenomen worden.

Die adviezen en raadgevingen worden, naar gelang van het geval, bij de beslissing van het vast bureau of van de raad voor maatschappelijk welzijn gevoegd en aan de financieel directeur overgemaakt. ».

De directeur-generaal behandelt de zaken, leidt de administratie en is het hoofd van het personeel onder het toezicht van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn. In dat kader maakt hij het ontwerp van de evaluatie van elk personeelslid op alvorens het aan de betrokkene en aan het vast bureau te richten.

Hij voert en evalueert het beleid inzake het beheer van de menselijke hulpkrachten.

Hij zit toe op het archief.

§ 2. De voorzitter en de directeur-generaal ondertekenen de geordonnanceerde mandaten en de staten van invordering.

De directeur-generaal kan elk ogenblik kennis nemen van de geboekte elementen. De financieel directeur bezorgt de directeur-generaal een afschrift van elk document dat hij overmaakt aan de raad voor maatschappelijk welzijn, aan het vast bureau of aan een bijzonder comité.

§ 3. De directeur-generaal kan op basis van een gemotiveerd rapport van de hiërarchische meerdere tuchtmaatregelen (een waarschuwing of een berisping) opleggen aan de leden van bovenbedoeld personeel.

De directeur-generaal deelt zijn beslissing mee aan het vast bureau, dat over een termijn van 15 dagen beschikt om het aan zich te trekken. Na afloop van die termijn wordt de beslissing van de directeur-generaal aan het personeelslid meegedeeld overeenkomstig artikel L1215-18 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Het vast bureau deelt de beslissing zo spoedig mogelijk bij aangetekend schrijven aan het personeelslid mee.

Het eerste lid is niet van toepassing op de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur. ».

Artikel 45, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen door volgende tekst :

« § 4. Bij afwezigheid van de directeur-generaal of van vacature wijst het vast bureau een waarnemend directeur-generaal aan voor een hernieuwbare termijn van maximum drie jaar.

Voor een doorlopende periode van hoogstens dertig dagen kan het vast bureau de directeur-generaal belasten met de aanwijzing van de ambtenaar die hem moet vervangen.

De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis.

De directeur-generaal of zijn afgevaardigde, van hoger niveau dan dat van het geworven of in dienst genomen personeelslid, neemt met stemrecht deel aan het examenjury samengesteld bij de werving of de indienstneming van de personeelsleden.

Het voorzitterschap van het directiecomité zoals bedoeld in artikel 42, § 3, wordt door de directeur-generaal waargenomen.

De directeur-generaal wordt belast met de invoering en de monitoring van het systeem voor interne controle op de werking van de diensten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Het interne controlesysteem is een geheel van maatregelen en procedures bedacht om redelijke zekerheid te waarborgen wat betreft :

1° het halen van de doelstellingen;

2° de naleving van de geldende wetgeving en van de procedures;

3° de beschikbaarheid van betrouwbare informatie over de financiën en het beheer.

Het algemene kader van het interne controlesysteem wordt ter goedkeuring aan de raad voor maatschappelijk welzijn voorgelegd.

Na overleg met het directiecomité bedoeld in artikel 42, § 3, wordt de directeur-generaal belast met het opmaken van het ontwerp van :

1° het organigram;

2° de personeelsformatie;

3° de statuten van het personeel. ».

Art. 9. Artikel 46 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onder het gezag van het vast bureau staat de financieel directeur in voor de boekhouding van het centrum en voor het opmaken van de jaarrekeningen. Hij vervult de functie van financieel en budgettaire adviseur van het centrum.

§ 2. De financieel directeur vervult de volgende taken :

1° de ontvangsten van het centrum verrichten.

Met het oog op de invordering van zekere en opeisbare schuldvorderingen kan de financieel directeur een door de raad voor maatschappelijk welzijn getekend en voor uitvoerbaar verklaard dwangbevel toesturen. Een dergelijk dwangbevel wordt bij deurwaardersexploot betekend. Dat exploit onderbreekt de verjaring. Een dwangbevel mag door de raad voor maatschappelijk welzijn slechts getekend en voor uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, vlottend en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten zijn voor rekening van de schuldenaar en kunnen bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke personen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden. Tegen dat exploit kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening;

2° op basis van mandaten de betaalbaar gestelde uitgaven vereffenen ten belope van :

a) het bijzondere bedrag van elk begrotingsartikel;

b) de voorlopige kredieten;

c) de kredieten overgedragen krachtens artikel 91, § 1, derde lid, en § 2;

d) een krediet toegekend overeenkomstig artikel 88, § 2;

3° alle handelingen tot stuiting van verjaring en verval verrichten;

4° tot alle beslagleggingen doen overgaan, de inschrijving, de herinschrijving of de hernieuwing van elke titel die daarvoor vatbaar is ten kantore der hypotheeken vorderen;

5° de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn kennis geven van het vervallen van de huurovereenkomsten, van de achterstallen en van elk feit dat de rechten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn schaadt;

6° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn, van het vast bureau, van de voorzitter of van het orgaan waaraan de raad volmacht met een financiële of budgettaire weerslag van 22.000 euro of meer verleend heeft, met uitzondering van de beslissingen betreffende sociale hulpverlening of bedoeld in artikel 56;

7° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid en op eigen initiatief een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn en van het vast bureau met een financiële of budgettaire weerslag van minder dan 22.000 euro.

De termijn van tien dagen bedoeld onder 6° kan bij beslissing van de auteur van de akte verlengd worden voor dezelfde duur. In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan die termijn tot vijf dagen ingekort worden.

Zo niet wordt het advies genegeerd. Dat advies maakt noodzakelijk deel uit van het dossier dat aan toezicht onderworpen wordt.

8° in het kader van het interne controlesysteem wordt hij belast met :

1° het efficiënt en zuinig gebruik van de hulpbronnen;

2° de bescherming van de activa

3° het verstrekken van betrouwbare financiële informatie aan de directeur-generaal.

§ 3. Op verzoek van de raad voor maatschappelijk welzijn, van het vast bureau, van de voorzitter, van het orgaan waaraan de raad of de directeur-generaal eventueel volmacht verleend heeft, brengt de financieel directeur in alle onafhankelijkheid een gemotiveerd schriftelijk advies uit over elke aangelegenheid met een financiële weerslag. Zo niet wordt het advies genegeerd.

Hij kan op eigen initiatief aan het vast bureau, aan de voorzitter of aan het orgaan waaraan de raad eventueel volmacht verleend heeft zijn schriftelijk en gemotiveerd advies of zijn voorstellen uitbrengen over elke financiële aangelegenheid die het centrum aangaat.

§ 4. De financieel directeur kan i.v.m. zijn adviezen en voorstellen gehoord worden door de raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau, de voorzitter of het orgaan waaraan de raad eventueel volmacht verleend heeft.

§ 5. De financieel directeur brengt minstens één keer per jaar in alle onafhankelijkheid verslag uit aan de raad voor maatschappelijk welzijn over de uitvoering van zijn adviesverleningsopdracht. Het verslag bevat o.a. ook een geüpdated retrospectief en prospectief overzicht van de schatkist, een raming van de vroegere en toekomstige evolutie van de begrotingen, een synthese van de verschillende adviezen die op verzoek of op eigen initiatief werden uitgebracht. In dat verslag kan hij alle voorstellen doen die hij nuttig acht.

Hij richt tegelijkertijd een afschrift van zijn verslag aan het vast bureau en aan de directeur-generaal.

§ 6. In geval van gerechtvaardigde afwezigheid kan de financieel directeur binnen drie dagen op eigen verantwoordelijkheid voor een periode van hoogstens dertig dagen een plaatsvervanger aanwijzen die erkend is door de raad voor maatschappelijk welzijn of het vast bureau. Die maatregel kan tweemaal herhaald worden voor dezelfde afwezigheid.

In de overige gevallen kan de raad voor maatschappelijk welzijn een waarnemend financieel directeur aanwijzen voor een verlengbare termijn van maximum drie maanden.

Hij is daartoe verplicht indien de afwezigheid langer duurt dan drie maanden.

De bepalingen betreffende de eedaflegging zijn op hem toepasselijk.

De waarnemend financieel directeur oefent alle bevoegdheden uit die de financieel directeur toekomen. De waarnemend financieel directeur geniet de weddeschaal van de titularis.

Bij zijn ambtsaanvaarding en -neerlegging wordt een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken overgedragen, onder toezicht van de voorzitter.

§ 7. De financieel directeur is niet aansprakelijk voor de ontvangsten die de raad voor maatschappelijk welzijn doet invorderen door bijzondere agenten; deze agenten zijn aansprakelijk voor de ontvangsten waarvan de invordering hen wordt toevertrouwd; wat de invordering van die ontvangsten betreft, zijn ze aan dezelfde verplichtingen onderworpen als de financieel directeur.

Wat betreft de eedaflegging, de vervanging, het opmaken van de eindrekening en de bij het provinciecollege of de provincieraad ingestelde beroepen, zijn de bijzondere agenten aan dezelfde regels onderworpen als de financieel directeurs.

Ze mogen geen enkele uitgave boeken op de rekeningen die ze beheren.

De geïnde ontvangsten worden minstens om de veertien dagen aan de financieel directeur overgemaakt, waarbij de laatste storting van het boekjaar op de laatste werkdag van de maand december moet plaatsvinden.

Bij elke storting bezorgt de bijzondere agent de financieel directeur een gedetailleerde lijst van de budgettaire aanrekeningen, de gestorte bedragen en de desbetreffende schuldenaars.

De rekeningen van de bijzondere agent worden, samen met de bewijsstukken, voor verificatie en visering aan de raad voor maatschappelijk welzijn voorgelegd.

Ze worden vervolgens met alle bewijsstukken aan de financieel directeur overgemaakt om bij de begrotingsrekening te worden gevoegd.

Artikel 93 is, *mutatis mutandis*, toepasselijk op de bijzondere agent.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan sommige agenten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, als bijkomende functie, belasten met de vastlegging en de betaling van kleine uitgaven en met de invordering van ontvangsten in contant geld, zodra het recht op de ontvangst vaststaat.

Kleine uitgaven worden gedaan op basis van een voorschot dat aangelegd en gebruikt wordt volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De agenten bedoeld in het negende lid zijn niet gehouden tot de verplichtingen die opgelegd worden aan de bijzondere agenten bedoeld in het eerste lid.

Ze storten de geïnde bedragen minstens om de veertien dagen integraal aan de financieel directeur, overeenkomstig zijn richtlijnen en met een per begrotingsartikel uitvoerige invorderingsstaat als bewijsstuk.

§ 8. Er wordt een eindrekening opgemaakt wanneer de financieel directeur of de in paragraaf 7 bedoelde bijzondere agent zijn ambt definitief neerlegt of wanneer de waarnemend financieel directeur bedoeld in paragraaf 6 zijn ambt neerlegt.

De eindrekening wordt, desgevallend samen met de bemerkingen van de titularis of van zijn rechthebbenden indien hij overleden is, voorgelegd aan de raad voor maatschappelijk welzijn die ze vaststelt, en de boekhouder kwijtscheldt of een debet bepaalt.

De beslissing waarbij de eindrekening wordt afgesloten, wordt door toedoen van de raad voor maatschappelijk welzijn bij aangetekend schrijven aan de rekenplichtige betekend of, bij diens overlijden, aan zijn rechthebbenden. Ze gaat eventueel vergezeld van een verzoek om het debet te vereffenen.

§ 9. Artikel 93, § 4, is toepasselijk wanneer de rekenplichtige erom verzocht wordt een nog verschuldigde som te betalen.

§ 10. Alle bepalingen van dit artikel zijn, *mutatis mutandis* en behalve andersluidend voorschrift, toepasselijk op de gewestelijke ontvanger. ».

Art. 10. Artikel 49 van dezelfde wet wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. De directeur-generaal, de adjunct-directeur generaal en de financieel directeur mogen geen beroepsactiviteiten cumuleren. Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is zoals bedoeld in artikel 23 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met uitzondering van het presentiegeld ontvangen bij het uitoefenen van een mandaat en van de inkomens uit de mandaten bedoeld in artikel L5111-1.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan op voorafgaand schriftelijk verzoek van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur cumulatief toestaan voor een hernieuwbare termijn van drie jaar, onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatief brengt de vervulling van de opdrachten i.v.m. de functie niet in gevaar;

2° de cumulatief is niet tegenstrijdig met de waardigheid van die functie;

3° de cumulatief brengt de onafhankelijkheid van de directeur-generaal van de diensten, van de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur niet in gevaar en veroorzaakt geen verwarring met zijn hoedanigheid van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal of financieel directeur.

De toestemming is herroepbaar indien niet meer wordt voldaan aan één van de toekenningsvoorwaarden. De beslissingen tot toestemming, weigering en herroeping zijn met redenen omkleed.

In afwijking van paragraaf 5, eerste lid, wordt de cumulatief van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan of betrekking hebben op de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend. Inherent aan de uitoefening van de functie is elke taak :

- inherent krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling;

- inherent aan de functie uitgeoefend door de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur;

- waarvoor de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur ambtshalve aangewezen wordt door de raad voor maatschappelijk welzijn. ».

Art. 11. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende tekst :

« De artikelen L1215-1 tot L1215-27 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie zijn toepasselijk op de personeelsleden bedoeld in artikel 51, onder voorbehoud dat de woorden « gemeente, gemeenteraad, gemeentecollege, burgemeester en directeur-generaal », die in dat Wetboek voorkomen, vervangen worden door de woorden « openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, raad voor maatschappelijk welzijn, vast bureau, voorzitter en directeur-generaal van het centrum. ».

Art. 12. Artikel 54ter van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Er wordt een gewestelijke kamer van beroep ingesteld die bevoegd is om kennis te nemen van de beroepen tegen beslissingen inzake ambtshalve ontslag en ontslag wegens beroepsongeschiktheid en van de beroepen ingediend door de directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs tegen beslissingen die jegens hen genomen worden in het kader van hun evaluatie.

De artikelen L1218-1 tot L1218-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie zijn van toepassing.

§ 2. In geval van ontslag van de directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal of financieel directeur wegens beroepsongeschiktheid, met uitzondering van de bevorderde personeelsleden bedoeld in artikel 11, § 2, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de algemene voorschriften tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut i.v.m. bovenbedoelde betrekkingen, verleent de raad voor maatschappelijk welzijn hen een vergoeding gelijk aan minimum drie maanden wedde per aangevatte schijf werk van vijf jaar. ».

Art. 13. Artikel 92 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 92. In geval van weigering of vertraging bij het betaalbaar stellen van het bedrag van de uitgaven die de wet of een uitvoerbaar verklaarde rechtsbeslissing ten laste van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn legt, geeft de gouverneur, na de raad voor maatschappelijk welzijn te hebben gehoord, het bevel tot betaling en geldt het desbetreffende bedrag als ambtshalve opnemings van het krediet op de begroting van het lopende boekjaar. Zijn beslissing geldt als mandaat; de financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de schatbewaarder van het ziekenhuis betaalt het bedrag. ».

Art. 14. Artikel 93 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn, of de door de raad aangewezen leden, controleert de kas van de financieel directeur minstens één keer per kwartaal en stelt er proces-verbaal van op, waarin zijn opmerkingen en die van de financieel directeur opgenomen worden; het proces-verbaal wordt ondertekend door de financieel directeur en de leden van raad voor maatschappelijk welzijn die de controle hebben gevoerd.

Het proces-verbaal, opgemaakt naar het door de Regering bepaalde model, wordt meegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeentecollege.

Als de financieel directeur instaat voor verschillende openbare kasgelden, worden die tegelijkertijd gecontroleerd.

§ 2. De financieel directeur geeft de raad voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk kennis van elk tekort te wijten aan diefstal of verlies.

Overeenkomstig paragraaf 1 wordt onmiddellijk een kasinspectie uitgevoerd om het bedrag van het tekort vast te stellen.

Het proces-verbaal van de kasinspectie wordt aangevuld met een feitenrelaas en een verslag over de bewarende maatregelen die de financieel directeur heeft genomen.

§ 3. Als de kasinspectie wijst op een tekort wegens diefstal of verlies, verzoekt de raad voor maatschappelijk welzijn de financieel directeur bij aangetekend schrijven erom een gelijkwaardige som in de kassa van het centrum te storten. Dat verzoek wordt voorafgegaan door een beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn waarbij bepaald wordt of en in welke mate de financieel directeur aansprakelijk gesteld moet worden voor de diefstal of het verlies en waarbij het te betalen bedrag van het tekort wordt vastgesteld; een afschrift van deze beslissing wordt bij het verzoek om betaling gevoegd.

§ 4. Binnen zestig dagen na de kennisgeving van dat verzoek kan de financieel directeur een beroep bij de Regering indienen. Dat beroep schorst de tenuitvoerlegging.

De Regering spreekt zich als administratieve rechtbank uit over de aansprakelijkheid van de financieel directeur en bepaalt het bedrag van het tekort dat bijgevolg voor zijn rekening is.

De beslissing van de Regering wordt uitgevoerd na afloop van de termijn bedoeld in artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State; na afloop van de termijn of bij gebrek aan beroep wordt de beslissing uitgevoerd op het persoonlijke vermogen van de financieel directeur indien hij de beslissing niet vrijwillig ten uitvoer legt. Wanneer de financieel directeur geen beroep indient bij het de Regering en het verzoek om betaling niet inwilligt na het verstrijken van de toegestane termijn, wordt eveneens gehandeld door middel van een dwangbevel.

§ 5. Alle bepalingen van dit artikel zijn, mutatis mutandis en behalve andersluidend voorschrift, toepasselijk op de gewestelijke ontvanger. ».

Art. 15. In artikel 94, § 3, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 17^{de} streepje wordt vervangen als volgt :

« - de aanwijzing van een bijzondere financieel directeur voor het ziekenhuis. »;

2° het 18^{de} streepje wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 94, § 5, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 5. Behoudens aanwijzing van een bijzondere financieel directeur door de raad voor maatschappelijk welzijn, wordt de functie van schatbewaarder van het ziekenhuis uitgeoefend door de financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De ontvangsten en uitgaven van het ziekenhuis worden verricht door de schatbewaarder, die de rekeningen moet verantwoorden bij het beheerscomité van het ziekenhuis.

Wat de activiteiten in het ziekenhuis betreft, staat de schatbewaarder onder het gezag van het beheerscomité, met inachtneming van de wetsbepalingen betreffende zijn aansprakelijkheid.

De bepalingen die op de financieel directeur toepasselijk zijn wat betreft zijn vervanging in geval van afwezigheid, de eindebeheersrekening en het kastekort alsook de artikelen 92 en 115 zijn toepasselijk op de schatbewaarder.

De boeken van het ziekenhuis worden gehouden door een speciaal daartoe aangewezen boekhouder. Hij houdt zich aan de richtlijnen van de directeur. ».

Art. 17. In de artikelen 11, 17, 26 en 52 van dezelfde wet wordt het woord « gemeentesecretaris » telkens vervangen door de woorden « algemeen directeur van de gemeente ».

Art. 18. In de artikelen 26, 28, 34, 42, 44, 47, 79, 84, 87bis, 88 en 94 van dezelfde wet worden de woorden « secretaris van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn » telkens vervangen door de woorden « directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ».

Art. 19. In de artikelen 43 en 46 van dezelfde wet worden de woorden « gemeentelijk ontvanger » telkens vervangen door de woorden « financieel directeur van de gemeente ».

Art. 20. In de artikelen 42, 43, 44, 79, 88, 94 en 115 van dezelfde wet worden de woorden « ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn » telkens vervangen door de woorden « financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ».

Art. 21. Zodra dit decreet in werking treedt en indien er geen geschil is, verkrijgen de financieel directeurs van rechtswege de opheffing van de garanties en/of de terugbetaling van de borgsommen neergelegd bij de betrokken instellingen.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt bij de hernieuwing van de raden voor maatschappelijk welzijn, na de gemeenteverkiezingen van 2018.

In afwijking van artikel 2 van dit decreet, zal de onverenigbaarheid bepaald bij artikel 9, 13°, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn niet van toepassing zijn op de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn die voor de inwerkingtreding van het vorige lid verkozen of aangewezen werden en die na die datum ononderbroken zitting blijven hebben in dat orgaan.

Art. 23. De secretarissen en ontvangers van O.C.M.W.'s in functie op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hebben respectievelijk de hoedanigheid van directeur-generaal en financieel directeur.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 april 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, Kmo's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 745 (2012-2013) Nrs 1 tot 11.

Volledige bespreking, openbare vergadering van 17 april 2013.

Bespreking.

Stemming.